

REVOLUTION OU DECADENCE ?

QUELQUES REFLEXIONS SUR LA TRANSITION

D'UN MODE DE PRODUCTION A UN AUTRE

Le mouvement ouvrier et socialiste a vécu sur une vision de la transition socialiste qu'une série de révolutions dans les pays capitalistes avancés devait inaugurer. Des critiques faites par Marx et Engels aux programmes de la social-démocratie allemande jusqu'aux conclusions que le bolchevisme a tirées de l'expérience de la révolution russe, le mouvement ouvrier et socialiste n'a jamais envisagé autrement la question de la transition socialiste à l'échelle mondiale.

Or, depuis trois quarts de siècle, la transformation du monde a emprunté d'autres voies. La perspective révolutionnaire a disparu des horizons de l'Occident avancé, tandis que les révolutions socialistes, exclusivement cantonnées à la périphérie du système, ouvraient la voie à des développements suffisamment ambigus pour que certains y voient seulement une étape de l'expansion capitaliste à l'échelle mondiale. L'analyse du système en termes de développement inégal proposée ici s'efforce de donner une réponse différente. Partie du système impérialiste contemporain, elle nous amène à envisager aussi la nature et la signification du développement inégal dans les étapes historiques antérieures.

L'histoire comparative des transitions d'un mode de production à un autre invite à poser la question du mode de transition en termes généraux et théoriques. Ainsi, certaines similitudes entre la situation contemporaine et l'époque de la fin de l'empire romain ont amené certains historiens qui ne se réclament pas du matérialisme historique à dresser des parallèles entre les deux situations. En revanche, une certaine interprétation dogmatique du marxisme a occulté la réflexion sur le thème dans les termes du matérialisme historique. On parle ainsi de la « décadence de Rome » dans les manuels d'histoire soviétiques, tandis que l'on continue à parler de la « révolution socialiste » comme forme exclusive de la substitution de rapports de production nouveaux aux rapports capitalistes.

Le rapprochement qui suit prétend se situer sur le terrain de l'analyse comparative du contenu et des formes de la crise des rapports de production antiques et capitalistes. Les différences entre ces deux crises justifient-elles leur analyse, l'une en termes de « décadence » et l'autre en termes de « révolution » ?

A. Notre thèse centrale est qu'il existe un parallélisme certain entre les deux crises. Dans les deux cas, le système entre en crise parce que la centralisation du surplus qu'il organise est excessive, c'est-à-dire en avance sur les rapports de production qui le sous-tendent. Le développement des forces productives à la périphérie du système passe alors par l'éclatement de celui-ci et la substitution d'un système décentralisé de collecte et d'utilisation du surplus.

1. La thèse la plus répandue au sein du matérialisme historique est celle de la succession de trois modes de production dominants : le mode esclavagiste, le mode féodal et le mode capitaliste. Dans ce cadre, la décadence de Rome ne serait que l'expression du passage de

l'esclavage au servage. Il resterait à expliquer pourquoi on ne parle pas ici de "révolution féodale" comme on parle de révolution bourgeoise et de révolution socialiste.

Nous avons rejeté cette thèse, que nous estimons occidentalocentrique, au sens qu'elle généralise abusivement les caractères spécifiques de l'histoire de l'occident, rejetant l'histoire des autres peuples dans la particularité. En choisissant de faire dériver les lois du matérialisme historique de l'expérience universelle, nous lui avons opposé la thèse d'un mode précapitaliste unique, le mode tributaire, vers lequel tendent toutes les sociétés de classes. L'histoire de l'Occident – la construction romaine antique, sa désagrégation, la constitution de l'Europe féodale, enfin la cristallisation des Etats absolutistes de l'époque mercantiliste – traduit ainsi, dans ses particularités, la même tendance fondamentale qui s'exprime ailleurs dans la construction moins discontinue des Etats tributaires achevés, dont la Chine est l'expression la plus forte. Dans notre thèse, d'une part, le mode esclavagiste n'a pas de statut universel comme le mode tributaire et le mode capitaliste : il est particulier et apparaît en relation étroite avec l'extension de rapports marchands ; d'autre part, le mode féodal est une forme primitive, inachevée, du mode tributaire.

La construction romaine, puis sa désagrégation, apparaissent dans cette hypothèse comme une tentative trop précoce de construction tributaire. Le niveau de développement des forces productives n'exigeait pas une centralisation tributaire à l'échelle de l'empire romain. Cette première tentative avortée allait donc être suivie d'un passage forcé par la phase de l'émiettement féodal, à partir duquel devait se reconstituer une centralisation dans le cadre des monarchies absolutistes de l'Occident. Alors seulement le mode de production en Occident approchera le modèle tributaire achevé. C'est d'ailleurs uniquement à partir de ce stade que le niveau de développement des forces productives en Occident atteindra celui du mode tributaire achevé de la Chine impériale, et cette coïncidence n'est sans doute pas fortuite.

Le retard de l'Occident, qui s'exprime par l'avortement romain et l'émiettement féodal, a constitué en définitive son avantage historique. C'est en effet la combinaison spécifique d'éléments du mode tributaire antique et des modes communautaires barbares qui caractérise le féodalisme et lui a donné sa flexibilité. Celle-ci rend compte de la rapidité avec laquelle l'Europe traverse la phase tributaire achevée, dépassant vite le niveau de développement des forces productives de l'Orient qu'elle venait de rattraper, et débouchant sur le capitalisme. Cette flexibilité et cette rapidité contrastent avec la rigidité et la lenteur relatives de l'évolution dans les modes tributaires achevés de l'Orient.

2. Le cas romain-occidental n'est sans doute pas le seul exemple d'avortement de la construction tributaire. Dans des conditions spécifiques différentes, nous croyons repérer au moins trois autres cas de type : le cas byzantin-arabe-ottoman, le cas indien, le cas mongol. Chaque fois, les tentatives de mise en place de systèmes de centralisation tributaire ont trop largement précédé les exigences du développement des forces productives pour pouvoir s'installer durablement. Sans doute les formes de ces centralisations ont-elles été dans chaque cas des combinaisons spécifiques différentes de moyens étatiques, para féodaux et marchands : dans l'Etat islamique, par exemple, c'est la centralisation marchande qui a joué le rôle décisif ; les avortements successifs sont à mettre en relation avec le contenu de l'idéologie hindouiste, que nous avons opposée au confucianisme ; quant à la centralisation de l'empire de Gengis Khan, elle fut, comme on sait, de très courte durée.

3. Le système impérialiste contemporain est, lui aussi, un système de centralisation du surplus, à l'échelle mondiale. Cette centralisation opère sur la base des lois fondamentales du mode capitaliste et dans les conditions de sa domination sur les modes précapitalistes de la périphérie soumise. Nous avons formulé la loi de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale comme forme d'expression de la loi de la valeur opérant à cette échelle. Le système impérialiste de centralisation de la valeur se caractérise par l'accélération de l'accumulation et du développement des forces productives au centre du système, tandis qu'à sa périphérie ceux-ci sont handicapés et déformés. Développement et sous développement sont l'endroit et l'envers de la même médaille.

On comprend alors que le développement ultérieur des forces productives à la périphérie doit passer par l'éclatement du système impérialiste de centralisation du surplus. Une phase nécessaire de décentralisation, la construction de la transition socialiste nationale, doit précéder la réunification à un niveau plus élevé de développement que constituerait la société planétaire sans classes.

B. Cette thèse centrale entraîne plusieurs conséquences concernant la théorie et la stratégie de la transition socialiste.

1. La transition socialiste à la périphérie se confond avec la libération nationale. Celle-ci s'est révélée impossible sous la direction de la bourgeoisie locale. Elle devient donc une étape démocratique du processus de la révolution ininterrompue par étapes sous la direction des masses ouvrières et paysannes. Cette fusion des objectifs de libération nationale et du socialisme engendre à son tour une série de problèmes nouveaux dont il faut prendre la mesure. Car l'accent est mis tantôt sur l'un tantôt sur l'autre des deux aspects ; et, de ce fait le mouvement réel de la société comporte des alternances de progrès et de reculs, des ambivalences et des aliénations, notamment nationalistes. Là encore le parallèle peut être fait avec l'attitude des barbares à l'égard de l'empire romain, qui comportait elle aussi ses ambiguïtés, et notamment l'imitation formelle, parfois servile, du modèle romain contre lequel on s'insurgeait.

Parallèlement, le caractère parasitaire de la société centrale s'accroît. A Rome, le tribut impérial corrompt la plèbe et paralyse sa révolte. Dans les sociétés du centre impérialiste, une fraction croissante de la population bénéficie d'emplois improductifs et de positions privilégiées concentrés ici par les effets de la division internationale inégale du travail. La perspective d'un désengagement à l'égard du système impérialiste et la formation d'une alliance anti-impérialiste capable de renverser l'alliance hégémonique et d'amorcer la transition socialiste sont, de ce fait, rendues plus difficiles.

2. L'amorce de rapports de production nouveaux apparaît plus aisément à la périphérie qu'au centre du système. Dans l'empire romain, les rapports féodaux se fraient leur chemin en Gaule et en Germanie, alors qu'ils piétinent en Italie et en Orient. C'est Rome qui invente le colonat, lequel se substitue à l'esclavage. Mais la seigneurie se développe ailleurs et, en Italie même, les rapports féodaux ne s'épanouiront véritablement jamais.

Aujourd'hui, le sentiment de révolte latente contre les rapports capitalistes est très fort au centre ; mais il est impuissant. On veut « changer la vie », mais on ne parvient même pas à changer le gouvernement. Aussi les avancées se font-elles dans le domaine de la vie sociale plus que dans ceux qui concernent l'organisation de la production et de l'Etat. La révolution

silencieuse des mœurs, l'éclatement de la famille, l'effondrement des valeurs bourgeoises, témoignent de cet aspect contradictoire du processus. A la périphérie, les mœurs et les idées sont souvent beaucoup moins avancées, mais on parvient néanmoins à mettre en place des Etats socialistes.

3. La tradition du marxisme vulgaire a opéré une réduction mécaniste de la dialectique du changement social. La révolution – dont le contenu objectif est l'abolition des rapports de production anciens et l'établissement de rapports nouveaux, condition d'un développement ultérieur des forces productives – est assimilée à une loi naturelle : l'application dans le domaine de la société de la loi du passage de la quantité à la qualité. La lutte des classes est le révélateur de cette nécessité objective : seule l'avant-garde – le Parti – est au-dessus de la mêlée, fait et domine l'histoire, est désaliénée ; le moment politique qui définit l'instant révolutionnaire est celui par lequel cette avant-garde s'empare de l'Etat. Le léninisme lui-même ne s'est pas totalement départi de cette réduction positiviste du marxisme de la IIe Internationale.

Cette théorie qui sépare l'avant-garde de la classe n'est pas transposable aux révolutions du passé. La révolution bourgeoise elle-même n'a pas revêtu cette forme : ici, la bourgeoisie a capté à son profit la lutte des paysans contre les féodaux. L'idéologie qui lui a permis de le faire, loin d'être un moyen de manipulation, était elle-même aliénante. Dans ce sens, il n'y a pas eu de « révolution bourgeoise » - le terme est lui-même un produit de l'idéologie bourgeoise – mais seulement une lutte de classes dirigée par la bourgeoisie, à la rigueur, parfois, une révolution paysanne captée par la bourgeoisie. On peut encore moins parler de « révolution féodale » ; le passage ici s'est fait dans l'inconscience.

La révolution socialiste serait d'un autre type, supposant la conscience désaliénée, parce qu'elle viserait pour la première fois l'abolition de toute exploitation et non la substitution de formes nouvelles aux formes anciennes de l'exploitation. Mais cela n'est possible que si l'idéologie dont elle se nourrit parvient à être autre chose que la conscience des exigences du développement des forces productives. Il n'est pas dit en effet que le mode de production étatique, comme forme nouvelle de rapports d'exploitation, n'est pas une réponse possible aux exigences de ce développement.

Ce sont les hommes qui font leur histoire. Ni les animaux, ni les êtres inanimés ne font leur évolution ; ils la subissent. Le concept de praxis est propre à la société, comme expression de la synthèse du déterminisme et de l'intervention humaine. La relation dialectique infrastructure/superstructure lui est également propre et n'a pas de correspondant dans la nature. Cette relation n'est pas unilatérale : la superstructure n'est pas le reflet des exigences de l'infrastructure. S'il en était ainsi, la société serait toujours aliénée et on ne voit pas comment elle pourrait parvenir à se libérer.

C'est pourquoi nous proposons de distinguer deux types qualitativement différents de transition d'un mode à un autre. Lorsque le passage se fait dans l'inconscience, ou par la conscience aliénée, c'est-à-dire lorsque l'idéologie qui agit les classes ne permet pas de maîtriser le processus du changement, celui-ci apparaît comme opérant d'une manière analogue à un changement naturel, l'idéologie faisant partie de cette nature. A ce type de passage nous réservons l'expression de « modèle de décadence ». En revanche, si l'idéologie parvient à donner la dimension totale et réelle du changement voulu, et alors seulement, on peut parler de révolution.

4. La transition socialiste dans laquelle notre époque est déjà engagée est-elle du type décadent ou révolutionnaire ?

Il est sans doute encore impossible de répondre à cette question d'une manière définitive. Par certains de ses aspects, la transformation du monde contemporain revêt incontestablement un caractère révolutionnaire au sens défini ci-dessus. La Commune de Paris, 1917, la révolution chinoise (et particulièrement la révolution culturelle) ont été des moments d'intense conscience sociale désaliénée.

Mais ne sommes-nous pas engagés dans un autre type de transition ? Les difficultés qui rendent le désengagement des pays impérialistes presque impossible à penser aujourd'hui, et ses effets négatifs sur les pays de la périphérie engagés dans la voie socialiste (restauration capitalistes possibles, évolutions vers un mode étatique, régressions, aliénations nationalistes, etc.) remettent en question le vieux modèle bolchévique.

Les uns en prennent leur parti et considèrent que notre époque n'est pas celle de la transition socialiste mais de l'expansion mondiale du capitalisme, qui parti de ce « petit coin d'Europe », commencerait seulement à s'étendre vers le sud et l'est. Au terme de ce transfert, la phase impérialiste apparaîtrait, non comme le dernier stade, le stade suprême, du capitalisme, mais comme une phase de transition vers le capitalisme universel. Et même si l'on continue à penser que la thèse léniniste de l'impérialisme reste vraie et que la libération nationale fait partie de la révolution socialiste et non bourgeoise, des exceptions, c'est-à-dire l'apparition de nouveaux centres capitalistes, seraient-elles possibles ? Cette thèse met aussi l'accent sur les restaurations ou les évolutions vers le mode étatique dans les pays de l'Est pour qualifier de processus objectifs d'expansion capitaliste ce qui n'aurait été que des pseudo-révolutions socialistes : le marxisme apparaîtrait ici comme une idéologie aliénante masquant le caractère vrai de ces développements.

Pour ceux qui se rangent à cette opinion, il faudra donc attendre qu'on ait atteint un niveau de développement des forces productives généralisant à l'ensemble du monde le niveau entrevu dans les centres actuels pour que la question de l'abolition des classes soit vraiment à l'ordre du jour. Les Européens devraient donc laisser se faire l'Europe supra nationale, de manière à voir la superstructure étatique ajustée aux forces productives. Puis il faudra sans doute attendre de voir l'Etat planétaire constitué, correspondant au niveau des forces productives homogénéisé au plan mondial, pour voir les conditions objectives de son dépassement enfin réunies.

D'autres, et nous sommes de ceux là, voient les choses différemment. La révolution ininterrompue par étapes est toujours à l'ordre du jour pour la périphérie. Les restaurations ne sont pas fatales au cours de la transition socialiste. Et les ruptures du front impérialiste ne sont pas à exclure au niveau des maillons faibles du centre.